

Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
Conseil d'administration
Séance du 25 juin 2025

Délibération n°5.7

Le 25 juin 2025, le conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 22

Membres représentés (procuration) : 14

Quorum : 19

Point 5– Formation et Recherche

Délibération 5.7 – Modification de la délibération n°5.5 du 25 juin 2024 concernant les modalités de remboursement des frais de déplacement des étudiants

Visas :

Vu le décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, notamment son article 9 ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 ;

Vu la délibération n° 5.5 du conseil d'administration du 25 juin 2024 relative aux modalités de remboursement des frais de déplacement des étudiants ;

Exposé des motifs :

Pour rappel les dispositions réglementaires en vigueur fixent les taux d'indemnités et les modalités de mise en œuvre des remboursements pour les personnels et assimilés. Pour les étudiants, la règle générale est qu'ils ne sont pas remboursés de leurs frais de déplacements en tant que simple usager du service public.

La délibération 5.5 du conseil d'administration du 25 juin 2024 fixe les modalités de remboursement des étudiants dans chaque école. Cependant cette délibération, ne fixe pas de cadre de remboursement pour les collaborations des étudiants aux activités de la Fondation qui peuvent les amener à se déplacer. L'objet de la présente délibération est d'ajouter une 9^{ème} rubrique en annexe pour permettre la prise en charge de ces collaborations aux activités de la Fondation.

ADOPTÉ : à l'unanimité des suffrages exprimés

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 25 juin 2025, approuve les modalités de remboursement des étudiants de l'Institut Agro précisées en annexe.

Fait le 25 juin 2025.

**Le Président du conseil d'administration,
Dominique Chargé.**

ANNEXE A LA DELIBERATION N°5.7 APPROUVEE LE 25 JUIN 2025
PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT AGRO
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENTS DES ETUDIANTS

Cette annexe fixe les modalités de prise en charge ou de remboursement des frais de déplacement des étudiants de l'Institut Agro. Elle est applicable à compter du 1^{er} septembre 2024. Les projets autorisés avant cette date entrent dans le cadre des délibérations du CA du 14 mars 2024 et du 27 juin 2023.

1- Activités réalisées dans le cadre de la maquette pédagogique, visites d'entreprise ou sorties organisées sous la responsabilité d'un Département ou de la DEVE/ DFVEO

Les activités et sorties prévues dans la maquette pédagogique ne font pas l'objet d'une autorisation de déplacement spécifique.

Les visites en entreprises, les entretiens avec des professionnels et les sorties non prévues dans la maquette pédagogique se réalisent sur invitation d'un commanditaire ou sur autorisation de déplacement accordée par la DEVE/DFVEO/DSA ou sous la responsabilité d'un département.

Les modalités de remboursement suivantes sont appliquées pour les déplacements autorisés, en dehors de l'agglomération de la résidence administrative :

- Repas : Pas de remboursement pour les repas du midi. Le remboursement du repas du soir est effectué à hauteur de la dépense réelle, sur production d'une facture et dans la limite des taux de l'arrêté modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat, si le retour du déplacement a lieu après 21h ;
La prise en charge des repas via un bon de commande de l'école sera étudiée au cas par cas (étudiants en pension complète, urgence sociale...) par le service délégataire du budget.
Frais d'hébergement : le remboursement est effectué à hauteur de la dépense réelle, sur production d'une facture et dans la limite des taux d'indemnités des missions des agents de l'état et assimilés en vigueur.
- Transports : Les étudiants peuvent partir de ou revenir vers la résidence de leur famille, leur résidence provisoire d'études, le site de leur école, leur lieu de stage. Les remboursements sont effectués sur la base du tarif le moins onéreux du moyen de transport le plus adapté à la nature du déplacement. Le délégataire du budget impacté peut imposer le choix des moyens de transport. Il détermine dans l'autorisation de déplacement qu'il signe la commune de départ et la commune de destination de l'intervention de l'étudiant. Ces lieux seront la base de calcul des remboursements.

Dans le cadre de la politique d'engagement environnementale et sociétale dans laquelle s'inscrit l'Institut Agro, l'usage des transports collectifs est autorisé et à privilégier.

Lorsque la mise à disposition de titre de transports par l'école n'est pas possible, celui-ci sera remboursé sur présentation d'un justificatif individuel d'achat ;

L'usage d'un véhicule personnel est exceptionnellement possible sur autorisation du service/de la Direction organisatrice du déplacement.

Il peut donner lieu à indemnisation sur la base de 50% de l'indemnité kilométrique en vigueur lorsque le déplacement ne concerne qu'un seul étudiant / véhicule, excepté si l'étudiant est en situation de handicap ou si la nature du déplacement le justifie.

Un taux de remboursement de 100% de l'indemnité kilométrique en vigueur sera appliqué en cas de covoiturage, selon la nature du déplacement, si aucun autre moyen de transport ne peut être utilisé.

L'étudiant n'a droit à aucune indemnisation pour les dommages subis par son véhicule personnel, ni aucun remboursement ou prise en charge d'éventuelles contraventions au code de la route provoquée par sa façon de conduire

- Le remboursement des frais de péages et de parking est autorisé sur présentation d'un justificatif de paiement.
- Lors d'un déplacement les éventuels surcoûts liés à une situation de handicap seront pris en charge sur justificatif individuel.

2- Voyages d'étude en France

Les voyages d'étude s'effectuent dans un cadre pédagogique. Ils sont autorisés après validation du projet pédagogique et du budget prévisionnel par le département ou le service responsable. Le budget prévisionnel doit également être approuvé par le Directeur des Affaires Financières ou son représentant, en amont du voyage. La DEVE/DFVEO/DSA doit disposer de la liste des étudiants participant au voyage.

De manière générale, les dépenses effectuées dans le cadre d'un voyage d'étude sont prises en charge par l'établissement et doivent faire l'objet de bons de commande ou de régies de voyage.

Très exceptionnellement, certains frais de déplacement et de restauration peuvent être pris en charge directement par les étudiants, sur accord du Service ou de la Direction en charge du budget du voyage.

Dans ce cas, le remboursement des frais de déplacement et restauration sur place, dans la limite des taux de l'arrêté modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat, par repas, sur présentation du justificatif d'achat et d'un justificatif de transport. Les repas du midi ne peuvent être remboursés.

Une participation financière pourra être demandée aux étudiants. Le cas échéant, cette participation fera l'objet d'un accord préalable.

3- Voyages d'étude à l'étranger

Les voyages d'étude à l'étranger s'effectuent dans un cadre pédagogique. Ils sont autorisés par la Direction, après validation du projet pédagogique et du budget prévisionnel par le département ou service responsable et approbation du budget prévisionnel par le Directeur des Affaires Financières ou son représentant, en amont du voyage. La DEVE/DFVEO/DSA doit disposer de la liste des étudiants participant au voyage.

De manière générale, l'ensemble des dépenses effectuées dans le cadre d'un voyage d'étude sont prises en charge par l'établissement et doivent faire l'objet de bons de commande ou de régies de voyage.

Les étudiants ne peuvent prétendre à un remboursement de frais lors d'un voyage d'étude à l'étranger.

Une participation financière pourra être demandée aux étudiants. Le cas échéant, cette participation fera l'objet d'un accord préalable.

4- Déplacements dans des lycées (classes préparatoires, forums...)

Les interventions des étudiants de l'Institut Agro dans les lycées sont autorisées en fonction de la stratégie de recrutement de chaque école.

Tout déplacement dans un lycée devra faire l'objet d'une autorisation de déplacement validée par la direction compétente.

L'autorisation de déplacement précisera les modalités de cette mission particulière et de prise en charge des frais.

Le remboursement du transport s'effectue sur la base des taux d'indemnités des missions des agents de l'état et assimilés en vigueur. Les repas (midi et soir) et hébergements ne sont pas remboursés.

5- Participation à des salons

La participation à des salons est accordée en fonction de la stratégie de communication et de recrutement de chaque école.

Les déplacements liés à des salons devront être accompagnés d'une autorisation de déplacement validée en amont.

L'autorisation de déplacement précisera les modalités de cette mission particulière et de prise en charge des frais.

Le remboursement s'effectue sur la base des taux d'indemnités des missions des agents de l'état et assimilés en vigueur.

La participation à des salons sur le lieu de résidence administrative ou de son agglomération ne peuvent faire l'objet d'un remboursement.

6- Représentation de l'école dans les instances et réunions

Les déplacements relatifs à la représentation de l'école dans les instances ou réunions devront faire l'objet d'un accord de la Direction. Ils devront être accompagnés d'un ordre de mission validé, en amont.

Le remboursement s'effectue sur la base des taux d'indemnités des missions des agents de l'état et assimilés en vigueur.

La participation à des réunions ou instances sur le lieu de résidence administrative ou de son agglomération ne peuvent faire l'objet d'un remboursement.

7- Projets validés par la Direction de l'école

La participation à des colloques, expositions et autres projets permettant la mise en valeur des formations et le rayonnement de l'Institut agro est définie en fonction de la stratégie de chaque école.

Les déplacements liés à ces projets devront faire l'objet d'un accord de la Direction et d'une autorisation de déplacement en amont.

L'autorisation de déplacement précisera les modalités de cette mission particulière et de prise en charge des frais.

Le remboursement s'effectue sur la base des taux d'indemnités des missions des agents de l'état et assimilés en vigueur.

La participation à ces projets sur le lieu de résidence administrative ou de son agglomération ne peuvent faire l'objet d'un remboursement.

8- Déplacements dans le cadre d'une convention avec un partenaire

Les déplacements prévus dans le cadre d'une convention avec un partenaire sont remboursés selon les modalités définies dans la convention, dans la limite des taux d'indemnités des missions des agents de l'état et assimilés en vigueur.

Pour les conventions communes à plusieurs écoles de l'Institut Agro, les modalités de prise en charge ou de remboursement doivent être identiques pour chaque campus et font l'objet d'une annexe à cette convention, le cas échéant.

9- Déplacements dans le cadre d'une collaboration aux activités de la Fondation

Les déplacements d'étudiants dans le cadre de leur collaboration aux activités de la Fondation pourront être remboursés si l'autorisation de déplacement a été validée en amont en incluant la prise en charge de tout ou partie des frais de mission correspondant à leur collaboration.

Dès lors, l'autorisation de déplacement doit préciser les modalités d'exécution et de prise en charge des frais de cette mission.

Le remboursement s'effectue sur la base des taux d'indemnités des missions des agents de l'état et assimilés en vigueur.